

## V - SEGMENTATION ET REGIONALISATION DU MARCHE DU TRAVAIL

L'analyse esquissée plus haut de l'organisation capitaliste du travail et de ses tendances a permis d'isoler très grossièrement trois grands types de « qualité » de main-d'œuvre requis pour la production :

- une main-d'œuvre d'exécution qualifiée en ce sens qu'elle dispose en propre du « savoir-faire » correspondant au travail qu'elle exécute ;
- une main-d'œuvre de conception qualifiée qui, disposant de la systématisation théorique du processus de production, peut organiser le travail d'exécutants, soit à travers un système de règlements (organisation scientifique du travail), soit directement à travers l'organisation du système de machines ;
- une main-d'œuvre d'exécution déqualifiée, dont l'activité, organisée par les précédents, ne requiert pas la possession d'un savoir-faire.

Cette décomposition très grossière et volontairement caricaturale est plus ou moins significative selon les secteurs. Plus, dans un secteur, prédomine encore l'organisation artisanale ou manufacturière du travail, plus y prédomine la première figure de travailleurs : l'ouvrier de métier ou l'ouvrier professionnel, faiblement encadré mais pouvant être assisté de manœuvres plus ou moins nombreux. Dans les industries typiquement fordistes, en revanche, leur part diminuera au profit des ingénieurs et techniciens d'une part, des ouvriers spécialisés de l'autre. Dans les « industries de process » qui constituent la majorité des industries intermédiaires (chimie, etc.), l'ouvrier disposant d'un savoir-faire empirique restera nécessaire pour surveiller le processus physico-chimique conçu par l'ingénieur, mais l'intervention ponctuelle et massive d'ouvriers totalement étrangers au cours « normal » de la production (réparation, nettoyage, etc.) requerra la présence ponctuellement transitoire mais statistiquement permanente de deux types de main-d'œuvre : l'une très qualifiée, l'autre très déqualifiée. Le recours à la sous-traitance semblera alors s'imposer « naturellement ».

Sur cet exemple caractéristique (56), nous voyons apparaître deux dimensions de la main-d'œuvre utilisée, du rapport salarial : la qualification et la stabilité. Ces deux dimensions n'ont rien de « technique ». Ce n'est pas une nécessité « technique » qui déqualifie l'ouvrier de l'automobile de l'époque des De Dion-Bouton à aujourd'hui : c'est le taylorisme et le fordisme, c'est-à-dire des formes socialement déterminées d'organisation du travail. De même, ce n'est pas le caractère ponctuel de leur intervention qui implique l'instabilité de l'emploi des travailleurs « périphériques » de la pétro-chimie, pas plus que le feu continu n'est la justification profonde du travail en équipes successives : si c'était le cas, on ne comprendrait pas pourquoi le travail en équipe et l'intérim se développent dans l'automobile. Ce dont il s'agit avant tout, c'est de formes sociales d'optimisation (du point de vue de la mise en valeur des capitaux) du rapport salarial.

Ces deux dimensions se base du rapport salarial peuvent se combiner à d'autres, se moduler, se concrétiser à l'infini. Nous allons concentrer

ici notre attention sur deux dimensions concrètes qui intéressent particulièrement la politique de l'emploi et l'aménagement du territoire, dans le cadre du « redéploiement » : l'aspect régional de la qualification et la segmentation des statuts.

## 1 - Dimension régionale des qualifications

L'intérêt pour la qualification régionale de l'emploi est né de la relative réussite quantitative de l'industrialisation des régions françaises qui offraient un flux abondant de main-d'œuvre issue de la paysannerie (celles de l'Ouest et du Centre). Cette réussite quantitative révéla rapidement son revers : la très basse qualification de cette industrialisation « périphérique », qui accompagnait la tertiarisation rapide de la région Ile-de-France.

Des travaux antérieurs à l'approfondissement de la crise ont permis de rendre compte de cette caractérisation de la croissance française (57). Ils ont montré comment l'articulation de l'accumulation capitaliste avec la persistance et la reproduction de modes de production précapitalistes avait engendré, de 1789 à 1945, un « développement inégal » des régions françaises. Sur la base de ce damier de régions inégalement développées, le capital monopoliste a tendu, après la guerre, à mettre en place des « circuits de branche », avec une spécialisation régionale des différents types de travaux qui s'enchevêtrent dans la branche au stade du fordisme.

- Régions de type I, pôles directionnels financiers et technologiques, recourant principalement à une main-d'œuvre qualifiée, de conception ou d'exécution.

- Régions de type II, de fabrications qualifiées (ce qui suppose un « passé industriel »).

- Régions de type III, qui présentent des réserves de main-d'œuvre que l'on peut considérer comme non qualifiées et à très basse valeur de reproduction, parce qu'elles sont produites par la dissolution d'autres modes ou par le déclin d'industries obsolescentes correspondant à un mode antérieur de la division du travail. S'y développent les activités de montage (OS).

A la limite, on pourrait même distinguer des régions de type IV, où l'exode rural a déjà été poussé si loin que plus aucune industrialisation moderne n'est possible.

L'étude menée sur le recensement de 1975 (voir le tableau 12) et la recension de divers travaux statistiques a montré (58) :

- qu'effectivement l'Ile-de-France représente typiquement une région de type I, que les régions Rhône-Alpes, Alsace, Nord-Pas-de-Calais, vieilles régions industrielles, représentent à des degrés divers des régions de type II, les deux premières conservant une relative autonomie, donc une relative qualification ; que les régions anciennement agricoles du Centre puis de l'Ouest présentent nettement des caractères de type III ;

- que dans certains cas des circuits de branches entiers pouvaient être délocalisés autour d'un centre de province qui recueillait ainsi les emplois qualifiés correspondant (aéronautique autour de Toulouse, le

Tableau n° 12

## STRUCTURE DES QUALIFICATIONS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES EN 1975

Régions	France	Province	Rég. Paris.	Rhône-Alpes	Nord P.C.	Alsace	Centre	Bretagne	Midi-Pyr.	Lang.-Rous.	Provence C.A.
<i>Structure des emplois liés au processus de travail dans l'industrie (par rapport à l'emploi total du secondaire)</i>											
Ingé et tec.	8,3	7,0	13,5	8,5	6,2	5,9	6,6	5,8	8,2	6,5	8,9
OQ	37,7	38,0	36,5	36,4	35,8	35,8	39,0	41,9	39,0	42,8	46,5
OS + man.	36,3	40,1	21,7	37,8	42,4	42,4	40,1	39,1	36,0	35,8	28,2
<i>Structure des emplois dans les seules industries d'équipement (par rapport à l'emploi de ces industries)</i>											
Ingé et tec.	13,3	10,3	21,2	12,0	10,1	8,4	8,8	8,7	17,7	11,1	15,8
OQ	17,7	14,5	26,1	17,2	14,4	13,7	13,0	12,9	21,2	24,1	17,8
Administ.	33,4	34,3	31,0	34,1	39,8	34,7	31,8	36,0	33,0	29,8	48,7
OS + man.	35,5	40,8	21,6	36,7	35,7	43,1	46,3	42,4	27,9	34,8	17,7

Source : Lipietz. TRP n° 75.

même phénomène pouvant concerner des villes comme Rennes ou Grenoble, de « profil » très semblable) ;

— que, de même, les régions de type IV « ensoleillées » pouvaient bénéficier de la délocalisation d'établissements de recherche et de conception très qualifiés (mais en doses infimes dans la population active régionale).

Les études statistiques réalisées depuis l'approfondissement de la crise (59) ne permettent pas actuellement d'apprécier la réalité avec une aussi grande précision. Elles permettent cependant de mesurer quelques inflexions significatives (voir tableau 13).

Globalement, dans la « grande » période de l'accumulation intensive (1968-1973), l'emploi croissait dans l'industrie au rythme de 2 % l'an, avec de forts écarts, les régions de type III croissant à un rythme de 4 à 5 % et les vieilles régions industrielles (Nord, Lorraine) stagnantes. La crise a resserré les écarts autour d'une décroissance industrielle de l'ordre de — 2 % l'an. Toutefois, les régions de type III s'en tirent nettement mieux (Bretagne : + 2,4 %). Tout se passe comme si les industries fordistes les plus modernes (électro-mécanique) poursuivaient leur logique de « déconcentration » à un rythme ralenti. Mais le fait nouveau est l'écroulement des régions industrielles traditionnelles avec la crise de leur branche, qui touche bien sûr les plus mono-industrielles d'entre elles (Nord, Lorraine, départements de Loire-Atlantique, de Haute-Normandie), mais même la région centrale Ile-de-France et la région « sous-centrale » Rhône-Alpes. Cependant, dans ces dernières régions, l'emploi salarié total reste stable du fait de la croissance de l'emploi tertiaire.

Tableau n° 13

**EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIES DANS L'INDUSTRIE (non compris BTP)**

Evolution moyenne annuelle en %

Régions	1968-1973 (1)	1974-1977 (1)	1977 (1)	1978 (2)
Basse Normandie	+ 5,0	— 0,3	— 1,4	— 0,4
Poitou - Charentes	+ 4,7	+ 0,1	—	— 0,1
Bretagne	+ 4,6	— 0,2	+ 0,6	+ 2,4
Centre	+ 4,2	— 0,1	— 0,2	— 0,2
Pays de la Loire	+ 3,9	+ 0,1	— 0,8	+ 0,2
Picardie	+ 3,2	— 1,6	— 2,3	— 3,1
Haute Normandie	+ 3,1	— 0,4	— 1,9	— 3,7
Franche-Comté	+ 3,1	— 1,2	— 1,2	— 0,1
Bourgogne	+ 3,0	— 0,9	+ 0,7	— 1,7
Auvergne	+ 2,5	— 0,8	+ 0,2	— 1,0
Alsace	+ 2,2	— 0,5	+ 0,2	+ 0,8
Midi-Pyrénées	+ 2,2	— 1,3	— 2,1	— 0,2
Aquitaine	+ 2,1	— 1,2	— 2,0	— 0,5
Limousin	+ 2,1	0	— 0,6	— 0,6
Champagne - Ardennes	+ 2,0	— 1,5	— 3,4	— 2,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur - Corse	+ 1,7	— 0,3	— 0,6	— 3,5
Rhône - Alpes	+ 1,5	— 1,9	— 2,0	— 1,6
Languedoc - Roussillon	+ 1,0	— 0,4	— 1,3	+ 1,9
Ile-de-France	+ 0,7	— 2,0	— 2,2	— 2,3
Lorraine	+ 0,2	— 1,7	— 3,7	— 5,1
Nord	— 0,1	— 2,2	— 3,9	— 3,3
<i>France entière</i>	+ 1,9	— 1,3	— 1,8	— 1,8
<i>Ecart entre les extrêmes</i>	5,1	2,5	4,5	7,5

(1) Chiffres INSEE.

(2) Chiffres UNEDIC bruts.

Source : Mormiche : Economie et Statistique, n° 119, 2-1980.

Le redéploiement régional de l'industrie présente donc en fait deux mouvements distincts :

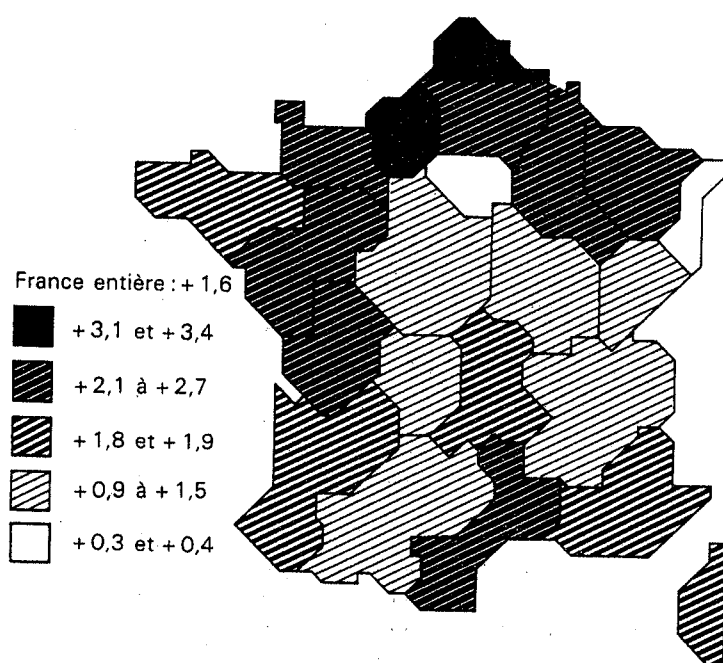
- une désindustrialisation nette par émondage des branches obsolètes ou en surcapacité (sidérurgie, textile, chantiers navals), qui va frapper de plein fouet les régions mono-industrielles ;
- la poursuite du mouvement de réplioiement des circuits de branches fordistes par maintien des activités tertiaires au centre parisien ou dans les régions les plus autonomes (Rhône-Alpes) et création d'emplois industriels à la périphérie (régions de type III).

Toutefois, cette hiérarchie de l'offre d'emplois ne se répercute pas telle quelle sur la hiérarchie du chômage, car l'afflux de demandes, sur la lancée des grandes transformations de la société française qui avaient accompagné la croissance (écroulement de la paysannerie, entrée des femmes dans le salariat) vient perturber le schéma. En flux, le chômage augmente le plus vite dans les vieilles régions industrielles déjà citées, mais aussi dans toute la périphérie agricole (régions de type III et IV). De sorte qu'en stock, les régions de chômage record (celles de type IV, les régions méditerranéennes) restent les mêmes qu'avant la crise. Les régions les plus centrales et les plus polyvalentes, régions de type I et II supérieur (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Alsace) sont les plus favorisées, car l'emploi tertiaire continue à s'y développer (graphique 20).

Graphique n° 21

# NIVEAU ET EVOLUTION DES TAUX DE CHOMAGE PAR REGION

## Évolution fin 1976 à fin 1978



## Taux de chômage\* par région au 31 décembre 1978

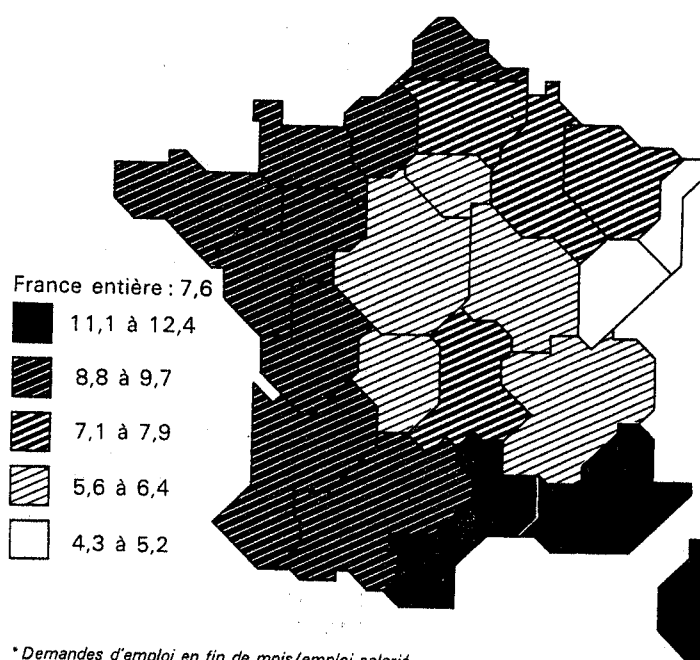


Tableau n° 14

## TAUX DE CHOMAGE PAR SEXE ET AGE (fin décembre 1978)

En %

Régions	Hommes			Femmes			Ensemble
	moins de	25 à 29	Total	moins de	25 à 29	Total	
	25 ans (1)	ans (1)		25 ans (1)	ans (1)		
Ile-de-France	10,51	5,03	5,54	12,50	5,34	6,18	5,8
Champagne-Ardenne	10,96	3,65	5,23	25,49	6,50	10,99	7,4
Picardie	11,60	3,95	5,63	23,65	7,43	11,84	7,9
Haute-Normandie	13,87	4,96	6,76	26,73	8,41	12,75	9,0
Centre	7,86	3,02	3,94	17,54	5,56	8,12	5,6
Basse-Normandie	15,56	4,39	3,63	27,47	7,61	12,67	9,0
Bourgogne	7,72	2,82	3,68	21,36	5,85	9,26	5,8
Nord - Pas-de-Calais	16,78	5,21	7,62	25,93	7,88	13,47	9,6
Lorraine	10,87	3,25	4,93	22,88	6,24	11,39	7,1
Alsace	5,02	2,45	3,05	11,59	4,38	6,59	4,3
Franche-Comté	7,11	2,40	3,21	19,45	5,26	8,69	5,2
Pays de la Loire	14,17	4,97	6,69	24,47	7,73	12,05	8,8
Bretagne	13,88	4,64	6,42	30,51	9,87	14,65	9,5
Poitou - Charentes	13,40	4,31	6,07	34,94	9,59	15,04	9,5
Aquitaine	14,50	4,90	6,54	33,63	10,55	14,71	9,7
Midi-Pyrénées	16,36	4,74	6,71	35,52	9,32	13,99	9,5
Limousin	9,13	3,11	4,10	24,90	6,55	9,97	6,4
Rhône - Alpes	9,01	3,66	4,60	18,70	6,05	8,58	6,1
Auvergne	11,40	3,21	4,72	35,39	7,78	13,22	7,9
Languedoc - Roussillon	21,44	6,47	8,86	47,97	13,31	18,92	12,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur							
Corse	19,86	8,05	9,20	35,83	11,38	14,66	11,1
France entière	12,36	4,58	5,87	23,15	7,14	10,33	7,6

(1) Taux de chômage = Demandes d'emploi en fin de mois au 31-12-78 / emploi salarié au RP 75.

(2) Taux de chômage = DEFM au 31-12-78 / emploi salarié UNEDIC-INSEE au 1-1-1978.

Source : Mormiche, op. cit.

Le plus grave est que l'alimentation continue de bassins d'emploi ne correspond plus à une demande de main-d'œuvre du type correspondant (voir tableaux 14 et 15). Ainsi, les employés et les ouvriers non qualifiés fournissent le plus gros contingent des chômeurs, ce qui se traduit par un énorme chômage de jeunes femmes dans les régions peu urbanisées (48 % d'entre elles chôment dans le Languedoc-Roussillon) et des ouvriers déqualifiés dans les régions d'industries obsolescentes (20 % d'entre eux sont chômeurs dans le Nord). D'une façon plus générale, il faut constater que toutes les nouvelles réserves de main-d'œuvre (paysans, femmes, jeunes, ouvriers des industries obsolescentes) ne retrouvent pas de travail stable, et que notamment les ouvriers anciennement qualifiés des industries obsolescentes ne retrouvent guère de travail, et pas en général de travail correspondant à leur qualification individuelle (« niveau II »). Ainsi, les emplois créés en Lorraine depuis sa crise (déjà ancienne) ont abouti à un abaissement du niveau de qualification régionale (60) : cette région tend à être ravalée au rang des régions de type III, avec peu de techniciens, moins d'OP, beaucoup d'OS (tableau 16).

La généralisation d'une offre de travail disponible, qui se trouve ainsi piégée dans un marché ne lui offrant que difficilement un travail déqualifié et précaire, attire par ailleurs l'attention sur le thème maintenant connu de la « segmentation ».

Tableau n° 15  
**TAUX DE CHOMAGE \* SELON LA QUALIFICATION**

Régions	Ouvriers spécia- lisés, manœu- vres	Ouvriers qualifiés	Employés non qualifiés	Employés qualifiés	Agents de maîtrise techni- ciens	Cadres	Total
Ile-de-France	9,8	6,5	9,7	9,8	1,8	5,8	7,0
Champagne-Ardenne	12,7	5,8	25,9	12,1	2,5	4,0	9,7
Picardie	14,6	5,9	26,8	15,3	2,0	4,7	10,6
Haute-Normandie	13,7	6,5	37,2	15,9	1,8	5,1	11,1
Centre	8,5	4,2	23,6	12,1	1,8	4,0	7,6
Basse-Normandie	13,0	8,0	42,8	19,8	2,3	4,0	12,7
Bourgogne	8,2	4,4	22,8	14,6	1,7	4,3	8,0
Nord - Pas-de-Calais	19,8	7,4	28,2	13,4	2,2	4,4	11,9
Lorraine	11,9	5,3	21,6	15,1	2,1	4,4	9,1
Alsace	7,8	2,7	8,3	9,3	1,4	5,1	5,5
Franche-Comté	6,1	3,9	19,5	13,5	2,0	3,5	6,5
Pays de la Loire	13,0	7,5	33,1	18,0	2,6	5,7	11,4
Bretagne	13,7	10,0	40,6	22,7	4,1	6,9	14,6
Poitou - Charentes	15,9	8,1	39,8	22,1	2,4	5,4	13,9
Aquitaine	16,9	8,5	35,1	22,4	3,0	7,9	14,1
Midi-Pyrénées	15,3	8,0	40,6	23,7	3,5	7,9	13,9
Limousin	14,0	5,2	31,3	16,4	2,7	4,4	9,7
Rhône - Alpes	8,7	4,7	14,6	12,2	2,4	5,8	7,3
Auvergne	8,0	6,4	37,6	23,4	2,4	5,9	10,9
Languedoc - Roussillon	20,8	13,5	44,7	27,6	5,3	9,8	19,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	18,3	13,1	26,4	22,2	4,4	7,8	15,3
Corse	17,9	20,0	63,9	51,0	2,7	7,8	27,3
France entière	12,1	6,9	22,7	14,9	2,4	5,9	9,9

\* Demandes d'emploi en fin de mois (fin 1978) rapportées à l'emploi (UNEDIC).

Source : Mormiche, op. cit.

Tableau n° 16  
**STRUCTURE DES NOUVEAUX ETABLISSEMENTS ET STRUCTURE MOYENNE EN LORRAINE  
(1973, ETABLISSEMENTS DE PLUS DE 50 SALAIRES)**

Emplois	Structure réelle des Ets nouveaux	Structure « comparable fictive » de l'ensemble des Ets
01. Ingénieurs de la production	0,7 %	1,2 %
02. Cadres supérieurs et techniques des services	1,3 %	1,7 %
03. Techniciens et agents techniques de la production	3,0 %	4,0 %
04. Techniciens et agents techniques des services	0,7 %	1,1 %
05. Personnel d'encadrement de la production	5,7 %	5,9 %
06. Ouvriers qualifiés	39,3 %	40,6 %
07. Ouvriers sans qualification particulière	41,6 %	35,2 %
08. Personnel d'encadrement des services	0,5 %	0,9 %
09. Personnel qualifié des services	5,5 %	7,3 %
10. Personnel des services sans qualification particulière	1,6 %	2,0 %
11. Métiers divers	0,1 %	0,1 %
	100,0 %	100,0 %

Source : Morand : Les dossiers de l'économie lorraine, n° 13, 1976.